

Convention collective

IDCC : 9631. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Puy-de-Dôme)
(25 octobre 1978)

(Etendue par arrêté du 11 avril 1979,
Journal officiel du 27 avril 1979)

AVENANT N° 86 DU 6 SEPTEMBRE 2010

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : AGRS1297044M

IDCC : 9631

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des maraîchers ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

Le syndicat départemental agroalimentaire CFDT du Puy-de-Dôme ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO du Puy-de-Dôme ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ;

L'union départementale CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les partenaires sociaux signataires décident d'apporter les compléments suivants :

Les articles 73-1, 74-1, 75-1 et 78, alinéa 3 sont modifiés comme suit :

« Article 73

*Garantie incapacité temporaire de travail liée à un accident de travail,
de trajet ou maladie professionnelle*

1° Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, à la condition toutefois de justifier

d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise. L'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient dès le premier jour en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet, ou de maladie professionnelle. »

« Article 74

*Garantie incapacité temporaire de travail liée à une maladie
ou un accident de la vie privée*

1° Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par AGRI Prévoyance, à la condition toutefois de justifier d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise. L'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de franchise de 3 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée. »

« Article 75

Garantie invalidité et incapacité permanente

1° Conditions et modalités d'indemnisation

AGRI-Prévoyance verse mensuellement aux salariés justifiant d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise, l'ancienneté étant réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, une pension d'invalidité complémentaire ou une rente accident du travail complémentaire, dès lors que ces derniers bénéficient au titre du régime de base d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3.

La garantie incapacité permanente intervient dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base de sécurité sociale. »

Article 78

Alinéa 3 :

« Elles sont appelées pour les salariés justifiant d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise (sauf pour la garantie décès, sans condition d'ancienneté). L'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Elles sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,75	0,39(*)	0,36
– dont garantie légale	0,39	0,39	0
– dont garantie conventionnelle	0,36	0	0,36
Invalidité	0,22	0,12	0,10
Décès	0,40	0,37	0,03
Total	1,37	0,88	0,49

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Assurance des charges sociales patronales	0,14	0,14	
Total	1,51	1,02	0,49
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,39 %, est à la charge exclusive de l'employeur.			

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2010.

Article 3

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

Article 4

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Clermont-Ferrand, le 6 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)